



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Arrêté préfectoral complémentaire DCPAT n°2021- 108 du 12 août 2021 visant à modifier certaines dispositions de l'arrêté préfectoral n°2018-182 du 20 novembre 2018 autorisant la société Suez RR IWS Minerals France à exploiter une installation de tri-transfert et de traitement-valorisation de terres et de matériaux au 17/21 route de la Seine à Gennevilliers.

**Le préfet des Hauts-de-Seine,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de l'environnement, parties législative et réglementaire,
- Vu** le décret 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de Monsieur Vincent Berton sous-préfet, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** le décret du 29 juillet 2020, portant nomination de Monsieur Laurent Hottiaux en qualité de préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517, et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,
- Vu** l'arrêté PCI n° 2020-114 du 31 août 2020 portant délégation de signature à Monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2018-182 en date du 20 novembre 2018 autorisant la société Suez RR IWS Minerals France à exploiter une installation de tri-transfert et de traitement-valorisation de terres et de matériaux au 17/21 route de la Seine à Gennevilliers,
- Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-151 en date du 10 octobre 2020 portant modification des articles 1.2.1 et 9.1.2.3 de l'arrêté d'autorisation précité,
- Vu** le courrier en date du 23 décembre 2019 par lequel la société Suez RR IWS Minerals a transmis à l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France un porter-à-connaissance relatif à la gestion des terres et à l'élargissement des horaires de fonctionnement de la plateforme qu'elle exploite à Gennevilliers,
- Vu** les demandes formulées par l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEAT, en date du 31 mars 2021, demandant à la société Suez RR IWS Minerals une procédure de gestion corrigée des terres inertes ainsi qu'une mesure de bruit,
- Vu** le courriel du 12 mai et le courrier du 1^{er} juin 2019 de la société Suez RR IWS Minerals en réponse aux demandes formulées par l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la DRIEAT,
- Vu** le rapport de madame la directrice adjointe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports (DRIEAT) d'Ile-de-France, en date du 30 juin 2021,
- Considérant** que la gestion des terres de certains chantiers nécessite une ouverture de l'exploitation du site sur des périodes nocturnes,

Considérant que l'exploitation reste soumise aux dispositions déjà applicables en matière de maîtrise des nuisances sonores,

Considérant que l'exploitant souhaite fluidifier la gestion des terres inertes,

Considérant que l'exploitant disposera, pour les terres inertes reçues d'analyses des sols démontrant que ces terres respectent les dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517, et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées,

Considérant que les modalités de gestion des terres prévues par l'exploitant, dans son « porter à connaissance » sont en accord avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014,

Considérant qu'il convient d'encadrer le fonctionnement de la plateforme qu'exploite la société SUEZ RR IWS Minerals, en élargissant la période d'ouverture du site, de mieux contrôler les véhicules rentrant sur le site et opérant une meilleure traçabilité d'analyse et de contrôle des déchets

Considérant qu'au regard de son ampleur limitée, ce projet d'arrêté préfectoral complémentaire ne nécessite pas de consulter les membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST),

Considérant que l'exploitant a indiqué, par courriel du 23 juin 2021 ne pas avoir d'observation à émettre sur ce projet d'arrêté qui lui a été présenté par courriel du 17 juin 2021,

Considérant qu'il convient de garantir les intérêts protégés par l'article L.511-1 du code de l'environnement,

Sur proposition de monsieur le secrétaire général,

ARRETE

Article 1 :

La société Suez RR IWS Minerals France, représentée par son directeur général délégué, dont le siège social se trouve Tour CB21 – 16, place de l'Iris, 92 040 Paris La défense Cedex, est autorisée par arrêté préfectoral DCPAT n°2018-182 en date du 20 novembre 2018 à exploiter une installation de tri-transfert et de traitement-valorisation de terres et de matériaux au 17-21, route de la Seine à Gennevilliers.

Les dispositions de l'arrêté préfectoral n°2018-182 du 20 novembre 2018 précité, sont modifiées par les articles 2, 3 et 4 du présent arrêté.

Article 2 :

L'article 2.1.3 « Périodes d'ouverture du site » de préfectoral n°2018-182 du 20 novembre 2018 précité est modifié comme suit :

« Article 2.1.3 Périodes d'ouverture du site

Le site sera ouvert du lundi au vendredi de 6h30 à 19h. L'ouverture du site entre 19h et minuit est possible pour la gestion de chantiers le justifiant.

Dans le cadre de travaux exceptionnels, le site pourra être ouvert en permanence sous réserve d'un accord préalable de l'inspection des installations classées. Les horaires d'ouverture du site sont affichés à l'entrée du site et au poste d'accueil.»

Article 3 :

Le chapitre 9.1.2 « Contrôles des entrants » de l'arrêté n°2018-182 du 20 novembre 2018 précité est modifié par un article 9.1.2.3 :

« Article 9.1.2.3 Déchets inertes :

L'analyse prévue à l'article 9.1.2.2 n'est pas obligatoire pour les déchets respectant les critères de l'arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517, et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant doit alors disposer d'éléments provenant du producteur initial du déchet et permettant de démontrer que le déchet entre dans les critères de l'arrêté susmentionné. »

Article 4 :

L'alinéa 6 de l'article 9.1.8.3 « Traçabilité » de l'arrêté n°2018-182 du 20 novembre 2018 précité est modifié comme suit :

« - résultats d'analyses d'entrée à l'exception des déchets visés à l'article 9.1.2.3, d'analyses de suivi de traitement et d'analyses de contrôle final après traitement »

Article 5 : Voies et délais de recours

- La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 : Publication

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois.

Un affichage est effectué en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement.

Un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 6 : Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, madame la directrice adjointe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le préfet,

Pour le préfet en sa déléation,
le secrétaire général

Vincent BERTON

